



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Procès-verbal

de l'Assemblée

Le jeudi 14 novembre 1996 — N° 53

**Président de l'Assemblée nationale :
M. Jean-Pierre Charbonneau**

QUÉBEC

14 novembre 1996

14 novembre 1996

Le jeudi 14 novembre 1996

N° 53

La séance est ouverte à 14 h 04.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 76Loi instituant le Fonds de partenariat touristique.

La motion est adoptée.

M. Landry, ministre des Finances, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 57Loi modifiant la Loi sur les fabriques et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

14 novembre 1996

M. Chevette, ministre des Ressources naturelles, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 70Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec.

La motion est adoptée.

M. Bégin, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

n° 65Loi instituant au Code de procédure civile la médiation préalable en matière familiale et modifiant d'autres dispositions de ce code.

La motion est adoptée.

n° 71Loi modifiant la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales et la Loi sur le ministère de la Justice.

La motion est adoptée.

M. Perreault, ministre de la Sécurité publique, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 77Loi modifiant la Loi de police et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

Mme Harel, ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la Condition féminine, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 68Loi modifiant le Code civil du Québec et le Code de procédure civile relativement à la fixation des pensions alimentaires pour enfants.

La motion est adoptée.

14 novembre 1996

M. Rioux, ministre du Travail, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

n° 78 Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives à l'industrie de la construction.

La motion est adoptée.

n° 79 Loi instituant la Commission des lésions professionnelles et modifiant diverses dispositions législatives.

La motion est adoptée.

n° 75 Loi modifiant la Loi sur les décrets de convention collective.

La motion est adoptée.

n° 74 Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et la Loi sur la santé et la sécurité du travail.

La motion est adoptée.

M. Bélanger, leader du gouvernement, au nom de M. Léonard, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 73 Loi concernant la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances et modifiant diverses dispositions législatives en matière de retraite.

La motion est adoptée.

M. Bélanger, leader du gouvernement, au nom de M. Trudel, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

14 novembre 1996

n° 67Loi instaurant une procédure de révision administrative en matière d'évaluation foncière et modifiant d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

Dépôt de documents

Mme Marois, ministre de l'Éducation, dépose:

Les états financiers, incluant l'état des traitements et les rapports sur la performance et les perspectives de développement, de l'École des Hautes Études Commerciales (en trois volumes), pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1996.

(Dépôt n° 426-961114)

Les états financiers, incluant l'état des traitements et les rapports sur la performance et les perspectives de développement, de l'École polytechnique de Montréal (en deux volumes), pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1996.

(Dépôt n° 427-961114)

Le rapport annuel de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1996.

(Dépôt n° 428-961114)

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1996, sur l'application de la procédure d'examen des plaintes pour les Régies régionales de la santé et des services sociaux suivantes:

—Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine;

(Dépôt n° 429-961114)

—Laurentides;

(Dépôt n° 430-961114)

14 novembre 1996

—Saguenay—Lac-Saint-Jean.

(Dépôt n° 431-961114)

M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le Règlement sur la procédure de sélection des personnes aptes à être nommées juges, adopté le 6 juin 1979.

(Dépôt n° 432-961114)

Un dépliant intitulé «La réhabilitation conformément à la *Loi sur le casier judiciaire*», publié par la Commission nationale des libérations conditionnelles en août 1995.

(Dépôt n° 433-961114)

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995, des corporations professionnelles suivantes:

—Ordre des architectes du Québec;

(Dépôt n° 434-961114)

—l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec;

(Dépôt n° 435-961114)

—l'Ordre des audioprothésistes du Québec;

(Dépôt n° 436-961114)

—le Barreau du Québec;

(Dépôt n° 437-961114)

—la Chambre des notaires du Québec;

(Dépôt n° 438-961114)

—l'Ordre professionnel des diététistes du Québec;

(Dépôt n° 439-961114)

—l'Ordre des évaluateurs agréés du Québec;

(Dépôt n° 440-961114)

14 novembre 1996

- l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec;
(Dépôt n° 441-961114)
- l'Ordre des techniciennes et techniciens dentaires du Québec;
(Dépôt n° 442-961114)
- l'Ordre des technologues en radiologie du Québec;
(Dépôt n° 443-961114)
- l'Ordre des urbanistes du Québec.
(Dépôt n° 444-961114)

M. Bertrand, ministre délégué au Revenu, dépose:

L'avis, en date du 24 septembre 1996, de la Commission d'accès à l'information sur le plan d'utilisation des fichiers de renseignements des divers ministères et organismes publics par le ministère du Revenu du Québec.
(Dépôt n° 445-961114)

M. Boisclair, ministre délégué aux Relations avec les citoyens et à l'Immigration, dépose:

Le rapport annuel du Commissaire aux plaintes des clients des distributeurs d'électricité, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1996.
(Dépôt n° 446-961114)

Dépôt de rapports de commissions

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

14 novembre 1996

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 1^{er}, 22, 23, 24, 30, 31 octobre, 5, 6, 7 et 12 novembre 1996, a tenu une consultation générale sur le projet de loi n° 12, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives.

(Dépôt n° 447-961114)

Dépôt de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition concernant le loyer des HLM et le nombre de logements sociaux:

—le premier, extrait d'une pétition signée par 58 membres de l'Association des groupes de ressources techniques du Québec, la Confédération québécoise des coopératives d'habitation, la Fédération des locataires de HLM du Québec et le FRAPRU, par M. Benoit (Orford);

(Dépôt n° 448-961114)

—le deuxième, extrait d'une pétition signée par 130 citoyens et citoyennes du comté de Roberval, par M. Laprise (Roberval).

(Dépôt n° 449-961114)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Bordeleau (Acadie) dépose:

Copie de la page titre du manuel scolaire intitulé «Réflexions mathématiques», de l'enregistrement des éditions Thalès auprès de l'Inspecteur général des institutions financières, de même que de dépliants publicitaires préparés par cette entreprise.

(Dépôt n° 450-961114)

Votes reportés

14 novembre 1996

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 223 du Règlement, le vote reporté à la séance du 13 novembre 1996, sur la motion présentée par M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis) lors des affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera tenu à la prochaine séance.

Motions sans préavis

M. Landry, vice-premier ministre et ministre d'État de l'Économie et des Finances, propose:

QUE cette Assemblée félicite chaleureusement MM. Jacques Brassard, Guy Chevette, Jean Garon, François Gendron, Jean-Pierre Jolivet et Denis Perron à l'occasion de leur vingtième anniversaire de vie politique ininterrompue et souligne leur contribution à la vie parlementaire québécoise et leur engagement envers la population.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Bélanger, leader du gouvernement, convoque:

—la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi n° 35, Loi sur l'équité salariale;

14 novembre 1996

—la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi n° 54, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec.

Motions sans préavis

M. Simard, ministre des Relations internationales, propose la motion suivante:

Considérant le drame humain que vivent depuis un mois les populations déplacées du Zaïre;

Considérant l'urgence de leur porter secours pour éviter que des milliers de personnes ne meurent, faute de nourriture et de médicaments;

Considérant que le Québec s'intéresse à cette région d'Afrique depuis plus de trente ans et tente depuis, et notamment au sein des institutions de la francophonie, d'améliorer les conditions de vie des populations de ces régions;

L'Assemblée nationale appuie la démarche canadienne et l'envoi de 1500 militaires dans l'est du Zaïre afin d'éviter qu'une hécatombe frappe des populations déjà lourdement affectées par la guerre et l'exil;

L'Assemblée nationale propose dès maintenant qu'une démarche de paix et de réconciliation soit entreprise dès que les survivants de ce conflit auront été soignés et nourris. La pacification de la région des Grands Lacs repose sur des solutions à long terme.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

14 novembre 1996

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président informe l'Assemblée que, le vendredi 22 novembre 1996, M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis) s'adressera à M. Léonard, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, dans le cadre de l'interpellation portant sur le sujet suivant: «Les compressions anticipées pour 1996-1997».

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi n° 48, Loi modifiant la Loi sur la Société générale de financement du Québec.

Après débat, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi n° 14, Loi modifiant la Loi sur le courtage immobilier.

Après débat, le rapport est adopté.

Adoption du principe

14 novembre 1996

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Brassard, ministre des Transports, proposant que le principe du projet de loi n° 43, Loi sur les véhicules hors route, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 43 est adopté.

Sur la motion de Mme Caron, leader adjointe du gouvernement, le projet de loi n° 43 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

À 18 heures, M. Pinard, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 04.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi n° 193, Loi concernant le Régime de retraite pour certains employés de la Commission des écoles catholiques de Québec.

Après débat, le rapport est adopté.

Adoption du principe

14 novembre 1996

M. Bégin, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi n° 61, Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Justice et d'autres dispositions législatives concernant l'administration et l'aliénation des produits de la criminalité, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 61 est adopté.

Sur la motion de M. Bélanger, leader du gouvernement, le projet de loi n° 61 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, Mme Barbeau (Vanier) propose que le projet de loi n° 193, Loi concernant le Régime de retraite pour certains employés de la Commission des écoles catholiques de Québec, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 193 est adopté.

Débats de fin de séance

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 309 du Règlement, l'Assemblée tient deux débats de fin de séance:

—le premier, sur une question adressée par M. Copeman (Notre-Dame-de-Grâce) à Mme Marois, ministre de l'Éducation, concernant les coupures dans les services spécialisés aux élèves handicapés;

—le deuxième, sur une question adressée par M. Gobé (Lafontaine) à M. Rioux, ministre du Travail, concernant l'industrie de la construction domiciliaire.

À 21 h 59, M. Brouillet, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mardi 19 novembre 1996, à 14 heures.

14 novembre 1996

Le Président

JEAN-PIERRE CHARBONNEAU